

Tous de mèche !

RAMADIER, JOUHAUX
VILLIERS et FRACHON
se moquent
des travailleurs...

LE REGIME est condamné à mort

Le Gouvernement vient de repousser l'accord auquel étaient arrivées les délégations cégétiste et patronale.

Bien des gens s'indignent. Cégétistes, communistes, une partie des socialistes et la C. N. P. F. jettent les hauts cris contre le président du Conseil et ses ministres.

Ce choc de lamentations et de reproches est amusant. On a rarement atteint un tel degré de tartufferie, on n'a jamais si bien bariolé son public. Syndicats « ouvrier » et patronaux accablent, d'un commun accord, la mauvaise foi du gouvernement devant le problème social : Ramadier devient le bouc émissaire sur lequel les représentants supposés du prolétariat et ceux, authentiques, du patronat, rejettent la responsabilité de la situation désastreuse de la classe ouvrière.

C'est une belle façon de se décharger de ses propres responsabilités.

Mais nous, qui acceptons les nôtres, disons que, pour une fois, le Gouvernement a raison.

On ne peut pas augmenter les salaires de onze pour cent sans augmenter le coût de la vie dans une proportion à peu près correspondante.

Prétendre que l'ensemble du patronat peut prélever cette augmentation sur ses marges bénéficiaires est une fumisterie. Les communistes, qui l'affirment, mentent.

L'augmentation des salaires a fatalement comme conséquence immédiate celle du prix de revient. Certaines entreprises isolées font des bénéfices anormalement élevés. Mais DANS L'ENSEMBLE, les fabricants, les patrons gagnent moins qu'avant, leur matériel de production est usé et demande à être remplacé. Et le rendement est inférieur.

Depuis ce qu'on appelle la libération, nous avons eu des augmentations de salaires répétées. C'est un lieu commun que de dire ce que cela a coûté à la classe ouvrière. Le coût de la vie a augmenté plus encore.

Le Gouvernement a raison lorsqu'il affirme que cela nous mène à l'inflation et à la ruine.

Le Gouvernement a raison quand il dit que l'élévation du prix de revient gêne de plus en plus les exportations. Or, la balance commerciale est déficitaire de soixante milliards en six mois. Cela entraîne l'arrêt à l'étranger et conduit à la dépréciation du franc, à l'impossibilité d'acheter du charbon, de la laine, du coton, du pétrole, du caoutchouc, du cuivre, du nickel, du plomb, de l'étain, des machines, etc., le tout indispensable à l'économie du pays.

Les bonzes de la C. G. T., syndicalistes réformistes, communistes, ne l'ignorent pas : que les patrons feignent de le nier, ils sont dans leur rôle qui consiste à loucher, à gagner du temps, à égarer la masse et les syndicats ouvriers. Mais que les soi-disant leaders du prolétariat jouent la même comédie, c'est le comble des combles.

Dans la situation où l'économie fran-

RACISME 47

TRENTE millions d'hommes sont morts pour la victoire de la démocratie.

New-York. Un homme entré dans un hôtel est pris d'un sursaut. Ici, lui dit-on, les nègres et les Juifs ne sont pas admis. Cet homme avait entendu, il y a quatre années, les rues de Vienne avec un effroyable bruit de coups portés sur des têtes. Il se souvient de ces mots : « JE SUIS UN SAUVEUR, CRACHEZ-MOI DESSUS SI VOUS PLAÎT. Et des femmes, des hommes et des enfants avaient craché. Et lui, le visage soulevé, pensait, rêvait en grand pays ami, au bastion de la démocratie... »

De l'hôtel il est sorti et a marché dans les rues, attendant que les gens lui crachent dessus. Plus tard encore que du temps où il marchait dans les rues de Vienne. Alors, il y avait encore l'Espoir.

Trente millions de morts pour la liberté, l'égalité et la fraternité, le tout entre guillemets.

Une ville du Sud-Toujours dans la Libre Amérique. Un homme noir a tué un blanc et la foule des blancs a lynché le noir. Sans jugement. Comme avant.

Ailleurs. Des hommes noirs encore. Ils en ont marre, marre de travailler comme des brutes pour le salaire de quinze francs par jour. Le kilo de riz coûte dix francs. Et beaucoup ont une femme et des enfants. Beaucoup d'enfants, comment faire autrement ? Et on leur dit de faire des enfants. Et quand les enfants sont grands, on les envoie au régiment.

Cela se passe à Madagascar. Les hommes de la base n'ont jamais demandé à avoir « une mère-patrie ». Mais leur père parle de démocratie. Longtemps, ils n'y ont rien compris. Maintenant qu'ils commencent à savoir lire la théorie et qu'ils en voient l'application dans leur pays, ils sentent qu'il est tout d'eux, vraiment trop exagéré. Ils ne sont pas contents et ils le disent. Ils veulent que ça change, et faire changer par eux-mêmes si besoin est. Et le besoin en est venu, car CA NE POUVAIT PLUS Durer. Alors, la

mère-patrie a envoyé des gendarmes en renfort et aussi quelques-uns de ses héros nationaux. Vous savez bien, ces héros nationaux qui poussaient la témérité jusqu'à lâcher de leurs avions des bombes incendiaires sur des palloches et des cabanes de bambou des indigènes armés comme eux.

Et alors, les gens incendies veulent se défendre. Pour cela, les couteaux ne suffisent plus. Il faut des fusils. Et il y a toujours dans le coin quelque trafiquant qui ne demande pas mieux que de leur en fournir au meilleur prix. Et voilà les types catalogués dans les « traités à la Patrie »...

Eh oui, bonnes gens, lecteurs assidus des patriotiques communiqués officiels, c'est ainsi que cela s'est passé à Madagascar. C'est ainsi que cela se passe dans tous les pays jaunes ou noirs. Et cela, depuis qu'on parle de colonies et de mère-patrie.

Et trente millions d'individus, noirs, blancs, jaunes, mâles et femelles, sont morts pour l'égalité des races et autres slogans du même tonneau.

En France et ailleurs, on parle de l'« Exodus » avec indignation. Mais savez-vous qu'en Russie épouser un étranger c'est courir ? Qu'il n'existe plus qu'un SEUL juif, Kaganovitch, qui ait échappé aux épurations staliniennes des cadres du parti.

Mais il y a pire. Aux colonies, en Allemagne, en Chine, dans presque toutes les villes d'Asie, on trouve le matin des gens morts sur les trottoirs. Morts de faim, comme au bon vieux temps, comme au temps de la guerre de cent ans. Cela n'intéresse pas les gens des « races supérieures », ni l'O. N. U., ni la Croix-Rouge.

Dans tous les pays du monde, qu'ils se disent blancs ou rouges, l'Armée est la principale préoccupation des Etats-patrons.

Les nations dites « unies » se sont vite transformées en quatre grands. Et la politique internationale est redevenue un bridge sinistre. Un bridge avec beaucoup de morts.

Jean BALLANGER.

CINQUANTE-DEUXIEME ANNEE. — N° 89. — 5^e série.

PRIX : 6 FRANCS

PARAIT TOUS LES JEUDIS

7 AOUT 1947

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)
C. O. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :
France et Colonies : 6 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.
Autres pays : 6 mois 190 fr. ; 1 an, 380 fr.

... la seule solution est révolutionnaire

Bataille pour l'Indonésie

PROMESSES

Il n'est point besoin d'une bonne mémoire pour se rappeler les déclarations de la reine Wilhelmine au cours de la guerre et à la fin de celle-ci. Ces déclarations s'élevaient en gros titres dans la presse alliée : « Un nouveau Commonwealth va naître, comprenant les libres Républiques de Hollande, d'Indonésie, de Surinam et Curaçao. »

Le colonialisme était donc condamné et déjà les bonnes âmes se réjouissaient du chemin parcouru depuis le siècle dernier où la poignée impérialiste néerlandaise provoquait la colère du romancier libertaire Multatuli et de l'avant-garde intellectuelle.

Mais de ces discours farcis de formules humanitaires, la bourgeoisie hollandaise, dont un cinquième des revenus est investi dans les entreprises indonésiennes, ne retenait que l'essentiel : il y avait possibilité de reprendre place sur le sol de Java et de Sumatra. Il y avait espoir de se réinstaller dans les territoires riches en pétrole, en caoutchouc, en kapok, en thé, en poivre, en quinine.

La récupération par la Hollande des richesses indonésiennes, aux mains des Japonais d'abord, en possession des nationalistes indigènes ensuite, valait bien quelques... promesses. L'essentiel était de gagner du temps, pour se retrouver un jour, dans une période de paix relative, face à face avec les nouveaux maîtres, faibles, divisés, sans expérience, influencés par les impérialismes rivaux.

FORFAITURE

Les illusions que la présence d'éléments socialistes au gouvernement de La Haye pouvaient entretenir au sujet de la bonne foi des Hollandais, disparaissent à peu quand les impérialismes capitalistes se réveillent. Les 200.000 colons hollandais établis en Indonésie orchestrent la campagne. Ils avaient quelques sérieux motifs d'exercer une pression constante sur les fonctionnaires, le parlement et la presse métropolitaine, puisque les revenus de cette minorité infime dépassaient ceux des 70 millions d'Indonésiens.

Les banques défendent avec âpreté leurs investissements ; les partis réactionnaires, protestants et catholiques, poursuivent la campagne acharnée pour imposer une politique de force. Si bien qu'après des ententes précaires, des trêves, des pourparlers incessants et des manœuvres nombreuses, après l'accord de Linggadjati qui reconnaissait le droit à la République indonésienne de maintenir la paix et la sécurité sur son territoire, tout fut remis en question sous des prétextes de détail, et le canon reprit la parole.

LE JEU ANGLAIS

Il est évident que la question indonésienne ne sera pas réglée exclusivement par la bourgeoisie hollandaise ou par les nouvelles couches dirigeantes indigènes. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont directement intéressés eux aussi, à la fois pour des raisons militaires et des motifs d'ordre économique.

L'attitude de Londres est dictée par l'étroite coopération qui existe entre certaines entreprises bancaires et commerciales, britanniques et hollandaises. D'autre part, les Anglais occupent Bornéo, et s'intéressent vivement aux Indes Néerlandaises, maillon important de la chaîne qui va du Birmanie à la Nouvelle-Zélande. L'intervention des troupes britanniques au lendemain de l'écroulement japonais avait donc comme but, non seulement de supplanter en partie les Hollandais en Indonésie, mais encore de maintenir le contact avec certaines fractions des républicains indigènes. Les attitudes et les mesures contradictoires du gouvernement britannique au cours de cette période confuse s'expliqueraient plus facilement si les procès verbaux des rencontres entre représentants des grandes compagnies coloniales pouvaient être publiés.

CALCULS AMERICAINS

De leur côté, les Etats-Unis estiment qu'il serait plus avantageux de traiter directement avec la jeune bourgeoisie indonésienne pour acheter les matières premières comme le caoutchouc et le pétrole, plutôt que de passer par l'intermédiaire des sociétés hollandaises. C'est en partant de ce point de vue qu'ils se présentent fréquemment en médiateurs. Enfin, ils n'ont garde d'oublier qu'en cas de conflit avec les Russes, les bases indonésiennes, alimentées par le travail de plusieurs dizaines de millions de travailleurs autochtones, et enrichies des produits de la nouvelle industrie locale, présenteraient une importance considérable pour la guerre dans le Pacifique.

POUR LA PROPAGANDE

Les Anarchistes et le Problème social
La société communiste libertaire
La brochure 15 fr. Franco 19 fr.

Les Anarchistes et l'activité syndicale
La brochure 15 fr. Franco 19 fr.

■
Franco par 25 brochures : 290
par 50 : 560

Le pétrole, plutôt que de passer par l'intermédiaire des sociétés hollandaises. C'est en partant de ce point de vue qu'ils se présentent fréquemment en médiateurs. Enfin, ils n'ont garde d'oublier qu'en cas de conflit avec les Russes, les bases indonésiennes, alimentées par le travail de plusieurs dizaines de millions de travailleurs autochtones, et enrichies des produits de la nouvelle industrie locale, présenteraient une importance considérable pour la guerre dans le Pacifique.

L'imbricatio se complique encore par le fait que les Russes soutiennent des clans nationalistes, dans l'espoir de disposer de quelques cartes en prévision des prochaines hostilités. Sans contact géographique avec les régions de l'Asie du Sud-Est, ils espèrent pouvoir intervenir en utilisant divers courants politiques et sociaux et en orientant à leur profit les manifestations grandissantes du réveil asiatique.

UN EXEMPLE

Le manifeste qui vient de nous parvenir d'Australie prouve que les travailleurs de Melbourne et de Sydney agissent consciemment, alliant leur lutte contre leur propre bourgeoisie à la lutte internationale contre les oppressions impérialistes.

Ce manifeste déclare notamment : « Toutes les guerres modernes sont essentiellement des guerres commerciales, celles de 14-18 et celles de 39-45 ne font certainement pas exception... Les Etats modernes ne luttent pas pour des idéologies en « ismes » — quels que soient les arguments mis en avant par leurs agences de propagande... »

Puissent les travailleurs des autres nations comprendre eux aussi, et agir. En France aussi, il y a des ports, des dockers et des marins. Et la France aussi mène une guerre coloniale. Mais jusqu'à présent, et malgré les grandiloquentes protestations de nos dirigeants confédéraux, rien n'a été fait.

S. PARANG.

NOS «CHERS» DÉPUTÉS

NOS chers députés se sont voté une augmentation. « Charité bien ordonnée commence par soi-même », se sont-ils dit. Sur ce point, ils sont profondément chrétiens. Moins les communistes qui ne croient qu'en Staline, lequel est tout à la fois Dieu le Père, le Fils, le Saint-Esprit et la Vierge Marie, toucheraient désormais 688.000 francs par an. Cette mesure se justifie. Nos députés sont gens logiques. Ils ont augmenté le prix du pain, le prix du tabac, le prix du métro, le prix du chemin de fer, le prix du vin, le prix de la viande, le prix des loyers. Devant cette hausse ininterrompue, il leur fallait bien élever leurs traitements.

Notez qu'ils ont été très raisonnables. Ils n'ont pas fait de grève ni de sabotage. Au contraire, ils ont continué à élaborer des lois à tour de bras. Ils ont prononcé des discours, augmenté le budget, voté des impôts nouveaux. Ils travaillent. Les malheureux, ils travaillent !

Alors, n'est-ce pas ? toute peine mérite salaire. Et, comme ils augmentent

leurs traitements, il faudra qu'ils augmentent les impôts. Et s'ils augmentent les impôts, il faudra qu'ils augmentent leurs traitements.

Des mécontents, des algirés, des anarchistes — il s'en trouve toujours — reprochent aux députés de gagner 688.000 francs, alors que bien des travailleurs n'en gagnent pas le dixième.

Ces pauvres diables ne comprennent pas que, sans cela, nous risquions de rester sans députés. Et, alors, que deviendrions-nous ? Comment le paysan pourrait-il labourer, semer, récolter sans les secours que l'on prononce au parlement ? Comment le mineur pourrait-il arracher le charbon, le métallurgiste forger le fer ? Le supposer est insensé.

Ils ont raison d'avoir augmenté leur paye. Ces hommes qui représentent si bien la France. Ils devraient l'augmenter tous les mois pour mieux nous honorer. Je me demande pourquoi ils n'ont pas encore fondé un syndicat adhérent à la C.G.T. avec Maurice Thorez comme président d'honneur.

J'ai dans l'idée que ça viendra.

VIEILLE CHANSON

Ce mendigot d'un suffrage
T'prend pour un jobard ;
Grache-lui la haine au visage
Te dis 'l'Pèr Petnard !

Emile POUCET.



AMNISTIE pour tous ceux-là !

LIBERATION, fêtes de la « libération », défilés, feux d'artifice. A qui s'est-on rendu la liberté en 1947 ? A personne. Une amnistie assez large consentie par Clemenceau en 1924 ; une autre par Tardieu en 1933. Puis, plus rien. Celle de l'année dernière ? Zéro. Quelque chose d'infâme, d'imbécile, d'odieux, qui fait serrer les poings.

Jean Roy, arrêté le 23 mars 1940, pendant la débâcle, pour outrages à supérieurs (gendarmes = supérieurs ? — tu parles !) fut condamné à cinq ans de prison. Hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Clermont-Ferrand, il s'en évada le 7 août 1940 (sa femme, ses trois enfants habitent Clermont). Il fut repris le 23 août 1940.

Pour seize jours d'absence, APRES L'ARMISTICE de 1940, il fut condamné à 10 ans de prison pour désertion (confusion de peines avec l'autre) par le colonel Peyré. Ce colonel qui distribuait des dix et quinze ans de prison, a depuis, lui-même, passé en cour de justice. Mais les condamnations de ce soudard condamné sont toujours valables !

Jean Roy en sait quelque chose, lui qui a crevé de faim dans cette cellule immonde : Riom, et un peu partout, il purge toujours la peine infligée par Peyré... Il est à l'ombre depuis sept ans ! Oui, Monsieur Thorez !... Car Jean Roy ne pouvait bénéficier, comme vous seul en France, de l'ordonnance du 28 octobre 1944 !

★

Un instituteur alsacien : Lentz, répandait à Gamelin en 1940 qu'il se refusait à porter les armes. Emprisonné, l'invasion allemande survint avant qu'il ait statué sur son cas. D'autorité, les Allemands le nationalisent ; mais Lentz refuse de porter les armes pour Hitler comme il avait refusé de porter les armes pour Gamelin. Déporté avec sa femme à Schirmeck, Barckenwald, Dachau, il est libéré par les Américains. Lentz et sa femme retournent à leur école, dans leur village d'Alsace.

On statue sur le cas de Lentz : pour

des exemplaires de la feuille illégale : « A Batalha », organe de la C.G.T. portugaise, affiliée à l'P.A.I.T. Les rédacteurs anarcho-syndicalistes insistent sur la nécessité d'appeler les mouvements libertaires de l'étranger à soutenir leur campagne en faveur des prisonniers politiques. Les prisons de Cachias, de Peniche, d'Aljube do Porio et de Lisbonne, les pénitenciers de Lisbonne et de Coimbre sont pleins de militants révolutionnaires, ouvriers et intellectuels.

Dans l'Internationale

PORTUGAL

Malgré la dictature de Salazar et les persécutions permanentes contre toutes les organisations démocratiques ou révolutionnaires, nos camarades portugais poursuivent leur action clandestine. C'est ainsi que nous avons reçu

des exemplaires de la feuille illégale : « A Batalha », organe de la C.G.T. portugaise, affiliée à l'P.A.I.T. Les rédacteurs anarcho-syndicalistes insistent sur la nécessité d'appeler les mouvements libertaires de l'étranger à soutenir leur campagne en faveur des prisonniers politiques. Les prisons de Cachias, de Peniche, d'Aljube do Porio et de Lisbonne, les pénitenciers de Lisbonne et de Coimbre sont pleins de militants révolutionnaires, ouvriers et intellectuels.

D'autre part, les Jeunes Libértaires publient également, toujours dans la clandestinité, un bulletin ronéotypé de 8 pages : « O Desper-tar ».

ETATS-UNIS

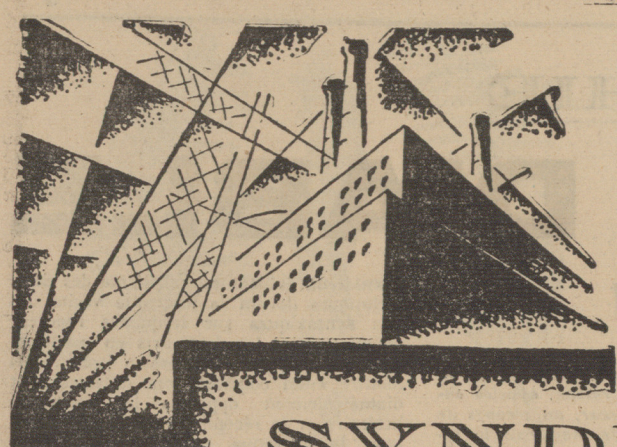
L'organe anarchiste de langue anglaise « Why ? » a changé de titre et s'intitule maintenant « Résistance ». Paraissant depuis six ans, il a augmenté sensiblement son format et le nombre de ses pages.

Pour aider le mouvement anarchiste à prendre pied solidement dans le milieu de langue anglaise aux Etats-Unis, les camarades italiens de l'« Adunata dei Refrattari » de New-York, ont décidé de contribuer au soutien financier de « Résistance ».

Signajons par ailleurs la parution de l'excellente revue « Politics » de Dwight MacDonald, qui poursuit un travail de longue haleine, portant sur la plupart des problèmes sociaux et celle de « Retort », autre revue libertaire s'attachant à gagner les milieux intellectuels.

En Californie, un noyau actif s'est créé autour du sociologue et sexologue Reich, groupant médecins et psychiatres de tendance anarchiste. La grande presse a subitement découvert l'importance de la pensée libertaire et tente de la démolir en prenant soin de déformer systématiquement les arguments apportés par les théoriciens anarchistes, anciens et contemporains.

« HEUREUSEMENT, LA POLICE GARDE LA TÊTE FROIDE », déclare, non sans ironie, le reporter de « Combat », qui ajoute : « SAURA-T-ON JAMAIS LA VÉRITÉ ? L'ARMÉE, QUI INTÉRIEUREMENT A QUI CE SOIT DE PEUTRETRAITER DANS LA CASERNE, EST ICI ENCORE REFOULANT BRUTALMENT LES FAMILLES ACCOURUES AUX NOUVELLES, SANS PITE POUR LEURS ANGOISSES, NI L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE, QUI SE RETRANCHE DERRIÈRE LES ORDRES DE SILENCE, N'ADDERONT A LA DÉCOUVRIR. »



SYNDICALISME

A. I. T.

SYNDICALISME



On ferme la SNCASO à Bordeaux

UN télégramme venant du siège social de la S.N.C.A.S.O. annonce la fermeture de deux usines à Bordeaux à la fin du mois de juillet; bilan : mille ouvriers à la porte.

Quelles sont les raisons invoquées pour que l'Etat mette ainsi sur le pavé ses salariés, chose qu'il ne tolère pas des industriels privés ?

La raison invoquée est le manque de travail. On croit rêver quand on entend de pareilles inepties. Après cinq années d'arrêt de fabrication des objets de première nécessité (l'acier, le fer étant réservés à la fabrication des canons), on ferme la S.N.C.A.S.O. Or, cette entreprise, par la qualité professionnelle de son personnel, par un équipement en machines-outils qui est d'une richesse unique dans le Sud-Ouest (qu'on ne nous parle plus de l'obligation d'exporter le beurre de nos enfants pour les devises de machines-outils achetées à l'étranger), est capable de fabriquer à grand rendement des objets d'utilité courante qui manquent depuis longtemps dans les foyers des travailleurs.

Les ouvriers ne demandent pas de faire des avions de guerre, ce qu'ils veulent, c'est fabriquer des choses utiles; mais l'Etat est incapable de leur donner du travail, car l'Etat n'a jamais été capable de faire quelque chose de cohérent; il se contente seulement, camarades, de vous inviter à aller offrir votre sang au capitalisme privé. Si celui-ci n'est pas capable non plus de vous donner du travail, vous avez toujours la ressource de vous adresser à l'Entraide française.

Mais certains camarades chômeurs diront alors : nous avons une Constitution que nous avons votée et que nous « camarades » députés devons faire appliquer, et dans cette Constitution il se trouve un article réservé au droit qu'ont les hommes d'exiger du travail.

Eh bien! croyez-vous, camarades communistes de la base, que vos députés, votre Marc Dupuy en particulier, soient capables de faire autre chose que de venir en pleine réunion, à la Bourse du Travail, vous dire quelque chose comme ceci : « Je suis au courant de la situation qui est très grave, je compatis à votre malheur, mais comprenez bien que vous ne pouvez rien faire pour vous défendre; vous avez des prix de revient trop élevés (sous-entendu : vous êtes trop payés pour le travail que vous faites). » ... Voilà pourtant ce que nous a dit votre camarade Dupuy samedi dernier.

Seulement, ce qu'il a oublié de nous dire, c'est que, quelques heures auparavant, lui et ses collègues s'étaient octroyé un traitement de 685.000 francs.

A part cela, le conseil est à retenir!

Oui, camarades syndiqués, vous devez compter d'urgence sur vous-mêmes que sur vos élus pour vous défendre. Méfiez-vous du syndicat, exercez quotidiennement votre autonomie absolue. Car notre passivité n'est-elle pas responsable, dans une certaine mesure, de ce qui nous arrive à l'heure actuelle?

Qu'a fait le Syndicat des Métaux pour défendre les mille camarades qui ont déjà été liquidés depuis la libération?

Ne vous laissez pas faire une fois encore!

Exigez la défense de tous les camarades, à quelque tendance qu'ils appartiennent. Faites bloc contre les manœuvres déloyales dont fait preuve la direction de la S.N.C.A.S.O. (même si M. Valensi, directeur, est communiste).

L'outilage des Frigivac que vous détenez, gardez-le, par la force, s'il le faut.

Et si personne n'est capable de vous donner du travail, formez un comité de gestion ouvrière de l'usine qui fera mieux que les états-majors d'incapables qui vous commandent.

Camarades de la S.N.C.A.S.O., il est temps pour vous de passer à l'action!

Jean LESPLACE.

CHEZ LES CHEMINOTS

Pour être syndicaliste

LA célèbre bande de Tournemine continue son action d'agent du capital. La dernière trouvaille de nos bonzes est la suppression de la carte de circulation gratuite aux agents à l'essai, (cette carte sera remplacée par douze permis gratuits par an, et une carte de réduction : 90 p. 100 pour la région et 75 p. 100 sur l'ensemble de la S.N.C.F.). Nos bonzes de la C.G.T. stalinienne ne cachent même plus leurs actes d'épouvante de la classe ouvrière. La décision de la Fédération de la rue Pierre-Sémard est affichée un peu partout, escalier de l'arrondissement de Saint-Lazare et ateliers de La Chapelle.

Les célèbres reclassés, Tournemine, Crapier, Dupuy et compagnie affirment donc chaque jour leur attachement au régime capitaliste. La suppression de la carte aux agents à l'essai constitue en fait une diminution de salaire; et c'est la Fédération Nationale des Cheminots Cégistes, par son « chef génial » Tournemine, qui approuve cela.

Les travailleurs du rail doivent pourtant comprendre, ou en ont le sens; pourquoi certains restent-ils encore dans cette caverne de vipères ?

Ils hésitent à venir avec nous à la C.N.T., parce que celle-ci, pour eux, est ténée d'idéal libertaire. Tous les minoritaires cégistes veulent un syndicalisme apolitique. Abusés par une propagande démagogique, ils considèrent qu'un libertaire est un politicien (!). Vient étudier un peu les conceptions et les doctrines; ils verront bien vite que le syndicalisme indépendant est nécessairement d'essence libertaire; qui dit libertaire, dit apolitique.

Beaucoup de travailleurs, sans le savoir, en commémorant le 1^{er} mai, honorent la mémoire des vrais syndicalistes, des fondateurs du syndicalisme : les martyrs de Chicago, qui tous étaient de vrais syndicalistes parce qu'ils étaient de vrais anarchistes. Le libertaire, c'est l'opposé du politicien; et, comme on l'a écrit un jour dans ce journal, les libertaires n'ont pas leur place dans l'éventail politique; ils ne se placent ni à droite ni à gauche, mais en face, avec le syndicalisme.

C'est cela qui a fait dire à Martin Hautclair dans son livre « La Somme révolutionnaire » : « Le Syndicalisme révolutionnaire français est le seul adversaire sérieux de la conception capitaliste du monde. Il est son seul adversaire sérieux, parce qu'il ne compose avec lui sur aucun point. Il le supprime ».

Voilà ce qu'est la C.N.T., voilà ce qu'est la Fédération des Travailleurs du Rail. Cette dernière se compose de travailleurs. Son secrétaire général, qui ne porte pas le crachat à la boutonnière comme le chef génial de la maison d'en face, est un travailleur du rail qui gratte chaque jour à l'atelier des chemins de fer, il n'y a pas de place pour les manœuvres ! Le syndicalisme, c'est la chose des travailleurs; aux travailleurs de le comprendre.

Raymond SOURIANT.

DANS L'HOTELLERIE

VOICI la situation actuelle de l'hôtellerie : un patronat, aplati devant les clients; aucun respect pour le contrat collectif, car on travaille dix et même quatorze heures par jour dans certaines maisons, sans même réclamer le jour par semaine de congé. J'ai travaillé au « Provençal » en 1936, 1937, 1938, 1939, sur 250 employés il y avait 5 libertaires, environ 8 socialistes et 30 communistes, le reste des indifférents qui par intérêt et crainte suivaient les directives de la C.G.T. et des communistes. Malgré que je suis et reste contre toute grève partielle, j'ai toujours marché avec le comité de grève et nous avons toujours obtenu gain de cause. Les grèves partielles nous conduisent au fascisme, car en Italie ce sont les grèves de 1919-20-21 qui avaient entraîné le fascisme, le paysan et tout le monde aussi en Allemagne et en France avant guerre; et ces grèves stériles nous mènent droit à la dictature. Une grève partielle obtient pour une corporation gain de cause au détriment des autres corporations car les produits de consommation augmentent ainsi de suite. La preuve en est qu'à l'heure actuelle tout le monde crie contre la classe ouvrière, tous réclament la dictature ou de gauche ou de droite, car tout augmente et pour nous, les vieux, qui ne pouvons plus trouver de travail, nous sommes obligés de nous priver de tout.

Faites une bonne fois la grève générale expropriatrice avec prise de possession de tous les moyens de communication, de production, de consommation, etc. Alors, anarchisme, je suis d'accord; autrement, comme libertaire, je ne me prêterais jamais à faire le jeu de la réaction.

MORRA Jean.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, quai de Valmy, Paris X^e.

Métro : Gare de l'Est.

Permanence tous les jours

de 9 h à 11 heures et de 14 à 19 heures

sauf le dimanche

PREMIERE REGION

Lille. — Réunions les samedis, de 18 à 20 h. lieu habituel. Préparation congrès.

Valenciennes. — Permanence les

dimanches, de 10 à 12 h. Café du Colom

Croix d'Anzin.

2^e REGIONParis XI^e et XII^e. — Réunions tous les

jeudis, 20 h. 30, café 170, St-Antoine.

Paris XVIII^e. — Réunion le vendredi

8 août, à 20 h. 30, Café de la Balagne, St-

Ouen (métro : Guy-Moquet).

Paris XIX^e. — Réunion le vendredi 8

août, 20 h. 30, leur habituelle présence in-

dispensable.

Saint-Maur. — Réunions les 1^{er} et 3^e

samedis, 20 h. 30, café Tournoux, face au

stade.

Carrières. — Réunion le 1^{er} dimanche,

16 h. 30, salle des corporations, mairie.

Courbevoie, La Garenne, Neuilly, Pu-

teaux et Suresnes. — Réunions les 1^{er}, 3^eet 4^e dimanches (et non jeudis), à 21 h. 30,

rue de Metz.

Montreuil. — Bagnollet. — Réunions les

mercredis, 20 h. 30, café du Grand-Cor-

ail, 171, rue de Paris.

Saint-Maur. — Ecrite à P.-J. Gayon, 21,

av. Emile-Zola, Paris Saint-Maur.

3^e REGION

Les camarades habitant les départements

du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Meurthe-et-Mo-

selle, Vosges, etc., sont priés de s'adresser

à Lib., qui transmettra.

Reims. — S'adresser à R. Gérard, 14, rue

J.-Pussot.

4^e REGIONBrest. — Réunions les 1^{er} et 3^e mercredis,

20 h. 30.

Nantes. — Réunions les vendredis, de

18 h. 30 à 20 h. 30, rue Jean-Jaurès.

5^e REGION

Saint-et-Lôire. — Pour tout ce qui con-

cerne la correspondance, les adhésions, les

admissions et les renseignements pour : Ma-

con, Châlons-Saône, Tournus, Chagny,

Autun, Le Creusot, Montceau-les-Mines,

Cluny, Charolles. S'adresser à F. Dumas,

Cormoranche-Saône (Ain).

Ain. — Bourg, Nantua, Belley, Ambérieu-

Bugey, St-Rambert, Virieu-le-Grand, Gém-

issiat, Meximieux. S'adresser à Boulay

Benjamin, permanence le samedi de 17

h. 30 à 18 h. 30, 82 bis, boulevard de

Bourg, Bourg.

Doubs. — Besançon, Pontarlier, Montbéli-

ard, Sochaux, Audincourt, Pont-de-Roide,

Morteau. S'adresser à R. Billette, chez

Mme Bourquin, à Montebon, par Morteau

(Doubs).

Haute-Saône. — Vesoul, Luxeuil.

S'adresser à F. Dumas, Cormoranche-sur-

Saône (Ain).

6^e REGION

Alençon. — Ecrite à Angelo Carbonari,

26, rue des Granges.

7^e REGION

Riom. — Appel est fait aux libertaires

jeunes et adultes et aux membres du M.

L.A.J. désirant se consacrer au mouvement

anarchiste. S'adresser à R. Vivier.

Une sortie-promenade avec cantinière est

prévue pour une date prochaine.

8^e REGION

Grenoble. — Permanence le mercredi

20 h. 30, bar de l'Expo, rue de Strasbourg.

Lyon (Groupe Libre-Examen). — Perma-

nence tous les samedis de 10 à 18 h. et

les dimanches matin de 9 h. à 11 h. 30 au

siège, 80, rue Saint-Jean. Les camarades

sont invités à venir régler leurs cotisa-

tions.

Lyon-Vaise (Groupe Germain). — Pro-

chaine réunion du groupe jeudi 13 août,

à 20 h. 30, café Luboz, place de Valmy

(petite salle).

Saint-Etienne. — Permanence les jeudis,

20 h. 30, 5, rue de la Barre, au fond de la

cité. Appel est fait aux camarades de la

région pour constituer groupes locaux.

Saint-Fons. — Reconstitution du groupe,

s'adresser à Novero, 11, rue Pasteur, qui

convoquera.

10^e REGION

Toulouze. — Groupe « Bien-être et Li-

berté ». 1^{er} et 3^e samedis, 21 h. 4, rue de

Belfort (ex-égo) Groupe « P. Pelletier »,

2^e et 4^e vendredis, 21 h. 4, café des Sports,

bd de Strasbourg.

11^e REGION

Béziers. — Causeries-discussions tous les

mercredis (sauf le jeudi) de chaque mois à

20 h. 30, café Continental, allée Paul

Riquet.

12^e REGION

Avignon. — Réunions les lundis, 20 h. 30,

Bar du Mal-Assis.

Gannes. — Réunions les mercredis, 21 h.,

arrière-salle des studios, 33, rue Maiton

(par l'impasse).

Marseille. — Permanence, 12, rue Pa-

villon, 2^e étage, de 18 à 19 h. 30, tous les

samedis : trésorerie.

Toulon. — Permanence tous les jours, 18

à 20 h., chez Dine Gabriel, 36, rue Au-

gustin-Daumas.

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL (XIX^e UNION RÉGIONALE)

A nos camarades ouvriers Aux hommes de bonne volonté

Les délégués des syndicats de la XIX^e Union régionale (Beaucaire, Nîmes, Aimargue, Salon, Aix, Marseille, etc.) à la suite du congrès qui eut lieu le 20 juillet à Marseille, vous apportent le salut fraternel et la solidarité de la C.N.T.

Au seuil d'une société nouvelle, à la veille du cataclysme qui emportera le capitalisme, il est indispensable que le prolétariat prenne conscience de son véritable rôle social.

La C.G.T., par ses trahisons, par sa collaboration de classes, s'est transformée en un organisme bureaucratique au service de l'Etat, en instrument d'un parti.

En revanche, la C.N.T. veut ramener le syndicalisme dans sa voie, la lutte de classes. Ainsi, à l'issue du congrès il a été décidé ce qui suit :

1^o Le syndicat n'est pas un organisme de collaboration de classes, mais un organisme de lutte de classes.

2^o « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », ce qui veut dire que les militants de la C.N.T. ne seront pas considérés en tant que cotisants et militants passifs, mais comme membres actifs.

Contrairement aux habitudes des syndicats de la C.G.T., nos syndicats se proposent de faire de chaque militant un homme libre. Plus de suivistes dociles et obéissants, mais des adhérents aux initiatives hardies.

Le syndicat étant au service des militants, la grève doit être décidée par la base et non pas par les sommets, en séance publique ou à l'usine, et non pas dans les bureaux d'un pontife.

Arme indispensable au prolétariat, la grève ne doit pas servir les intérêts d'un parti.

Camarades, souvenez-vous que seule l'action nous permettra de changer le cours de l'histoire. La grève générale, méprisée par la C.G.T., est une arme efficace dans la lutte pour le triomphe de la cause du prolétariat du monde entier.

Unissons-nous donc au sein de la Confédération Nationale du Travail, seul organisme révolutionnaire !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

VIVE LA GREVE GENERALE !

LES CONGRESSISTES.



RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

Fédération Anarchiste

PREMIERE REGION

● LILLE, DUNKERQUE, AMIENS

Les 18, 19 et 20 août

LOUVET

« Au bord du gouffre : Paix, Guerre ou Révolution ? »

QUATRIEME REGION

● ALENÇON

Le Dimanche 17 août, à 10 heures

F. DUCHEMIN

et des camarades du Mouvement Libertaire Espagnol

ONZIEME REGION

● ALBI, Café Moderne Petit Ponté

Le Samedi 9 août, 20 h. 30

A. DUVAL

« Revers des partis politiques. »

DOUZIEME REGION

● SOLLIES-PONT (Var)

Le Dimanche 17 août, à 10 heures

Concentration anarchiste départementale.

Orateur : Maurice JOYEUX.

C. N. T.

TREIZIEME UNION REGIONALE

● CORBEHEM (Pas-de-Calais)

Le dimanche 10 août, à 15 heures

JUHEL

« Ce qu'est notre Confédération »

Mouvement libertaire espagnol

● PARIS ET ENVIRONS, le vendredi 15 août, à partir de 8 h. gare St-Lazare

GRANDE SORTIE CHAMPETRE

en forêt de Saint-Germain

Les Camarades français Syndicalistes et Libertaires sont invités

Des orateurs français et espagnols se feront entendre.

Docteur EUBE, F. DUCHEMIN, etc...

● LYON ET ENVIRONS

Le Vendredi 15 août au Pont du Rhône entre Givors-Canal et Chasse

GRANDE SORTIE CHAMPETRE

Jeux nautiques, chants, danses, variétés

Orateurs : MIRANDE et PUIG ELIAS

Tous les camarades français, italiens et espagnols seront présents.



Sous le drapeau de la C.N.T.



« Coucou, les revoilà ! »

par Maurice JOYEUX

LE LIBERTAIRE a publié il y a quinze jours un cliché largement reproduit par la presse quotidienne et représentant la poignée de main fraternelle du Villiers des Truands et du Jouhaux, symbole de tous les reniements syndicaux, sous l'œil paternel et attendri du représentant en France du syndicalisme à la sauce tartare, Benoît Frachon. Ces Messieurs venaient de se mettre d'accord sur un nouveau tournant de l'économie sociale.

Touchante accolade de nos maîtres, et à laquelle il ne manquait qu'à élévation du représentant de leurs intérêts communs : l'Etat !

Or celui-ci vient de la leur refuser !

Quelles sont donc les raisons qui ont présidé, d'abord à ces palabres, puis à ces accords, et enfin à cette querelle de famille à laquelle nous assistons ?

Il nous faut remonter à quelques mois pour en saisir les origines. C'est en effet à ce moment que l'on dut considérer comme envolés les espoirs qu'avaient fait naître, tant du côté patronal que du côté ouvrier, l'expérience de « baisse des prix » inaugurée par Léon Blum (espoirs d'ailleurs non partagés par les dirigeants des organisations syndicales, patronales ou ouvrières, bien au fait des réalités économiques). Ce fut alors, non seulement l'éclatement de mouvement de grève à caractère disciplinaire mettant en cause l'organisation cégétiste, mais encore le début d'une perturbation aussi grave, bien que moins spectaculaire, dans l'organisation syndicale du Patronat Français. Beaucoup de petits patrons et d'industriels moyens, redoutant les aléas d'un conflit dans leurs ateliers, rompirent la discipline de leur syndicat et traitèrent en particulier avec leurs ouvriers, leur accordant des avantages que refusaient les commissions mixtes de fixation des salaires. Ce petit patronat avait d'ailleurs devant eux l'exemple du gouvernement parfois obligé de jeter du lest dans sa propre administration, malgré les ronds-montés de son chef réaffirmant la primauté intangible de son autorité.

C'est ainsi que les grands organismes centraux qui prétendaient régler notre vie sociale se trouvèrent devant un problème redoutable et insoluble.